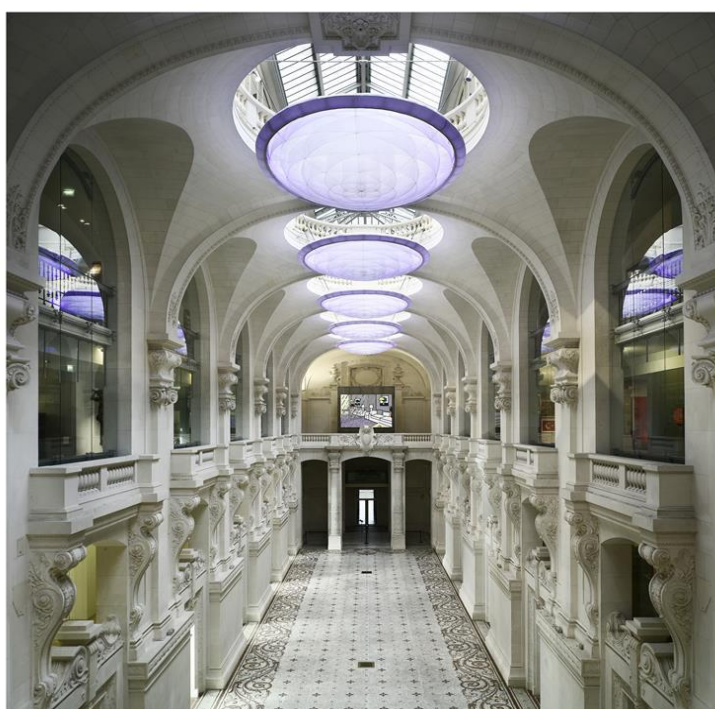


**Procédure formalisée
Appel d'offres ouvert**

Appel d'offres ouvert relatif à l'acquisition, la livraison, le montage et l'installation de rayonnage et de mobilier de réserves pour les Arts décoratifs

**Cahier des clauses administratives particulières
CCAP N°2024_0013**



Les Arts Décoratifs 2008, photographie : Luc Boegly.

**Nomenclature CPV : 39200000-4 Aménagements
39100000-3 Mobilier**

**Pouvoir adjudicateur :
Les Arts Décoratifs
107 Rue de Rivoli
75001 Paris**

Lot 1 : fourniture et installation de mobilier fixe

Lot 2 : fourniture et installation de rayonnage mobile haute densité.

Table des matières

PREAMBULE – DÉFINITIONS	4
ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Forme du marché.....	5
1.3 Montant de l'accord-cadre.....	5
1.4 Décomposition en lots.....	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
4.1 Définition des prestations	6
4.2 Contrôle et réception des prestations.....	7
4.3 Délais.....	8
4.4 Obligation de confidentialité	8
4.5 Protection des données à caractère personnel	9
4.6 Sous-traitance.....	9
4.7 Prestations similaires	10
ARTICLE 5 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU PRIX.....	10
5.1 Prix du marché	10
5.2 Contenu des prix	10
5.3 Date d'établissement des prix dans les prix du marché	11
5.4 Révision et actualisation des tarifs	11
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	11
6.1 Présentation des demandes de paiement	11
6.2 Délai de paiement	12
6.3 Modalités de paiement	12
ARTICLE 7 – GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ	12
7.1 Interlocuteurs	12
7.2 Modifications relatives aux attributaires	13
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
8.1 Dispositions générales.....	13
8.2 Travailleurs étrangers	14
8.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes.....	14
8.4 Liste nominative du personnel.....	14
8.5 Comportement du personnel.....	14
8.6 Formation du personnel	15
8.7 Accès aux locaux et équipements.....	15
8.8 Service minimal en cas d'arrêt de travail.....	15
8.9 Vidéoprotection des bâtiments	15

ARTICLE 9 – ASSURANCES	16
ARTICLE 10 – DROIT / LANGUE / MONNAIE	16
ARTICLE 11 – PENALITÉS.....	16
11.1 Pénalité de retard sur le délai d'exécution des prestations	17
11.2 Délais, pénalités et retenues pour remise des documents.....	17
11.3 Pénalités diverses.....	17
11.4 Pénalités pour mauvaise exécution ou refus de réception des prestations.....	17
ARTICLE 12 – RÉSILIATION.....	18
ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES	18

PREAMBULE – DÉFINITIONS

Pouvoir adjudicateur : Les Arts Décoratifs – 107 Rue de Rivoli, 75001 Paris.

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 reconnue d'utilité publique, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro B 788 105 245, dont le siège social est à Paris 75001 - 107 rue de Rivoli, représenté par Madame **Sylvie Corréard**, Directrice Générale. Le Musée des Arts Décoratifs est un musée parisien qui a pour objectif la valorisation des beaux-arts appliqués et le développement de liens entre industrie et culture, création et production.

Procédure de passation : le présent marché est passé selon un appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 R. 2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Au sens du présent document :

- Le « pouvoir adjudicateur » désigne la personne qui conclut le marché avec le titulaire, soit en l'espèce les Arts Décoratifs désignés ci-après « le MAD » ou « le Pouvoir adjudicateur » ;
- Le « titulaire » désigne l'opérateur économique qui conclut le marché avec le Pouvoir adjudicateur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;
- Le présent document étant commun aux deux lots, le terme « Accord-cadre » ou « Marché » désigne le lot n°1 et lot n°2 distinctement ;
- La « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de l'une des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. Cette date, qui peut être mentionnée sur un récépissé est considérée comme la date de notification.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la fabrication, la livraison, l'acquisition, le montage et l'installation de rayonnage et de mobilier de réserves pour le Musée des Arts Décoratifs, sur les sites de Saint-Denis (93), Dugny (93) et Rivoli (75).

Les prestations intègrent notamment :

- La fabrication,
- La fourniture,
- La livraison,
- Le montage,
- L'installation,
- L'évacuation des emballages,
- Le nettoyage du chantier
- La garantie sur les mobiliers,
- Le service après-vente.

La description des prestations à la charge du titulaire, ainsi que leurs spécifications techniques, les modalités d'exécution et les résultats attendus sont détaillées dans le CCTP et devront être exécutées conformément aux stipulations de ces derniers.

Lieu d'exécution des prestations :

85 Av. Du Président Wilson, 93210 Saint Denis

28 Av. De l'Europe, 93440 Dugny

107 rue de Rivoli, 75001 Paris

1.2 Forme du marché

Le présent marché est passé selon un appel d'offre ouvert en application des articles L2124-2 ; R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

La présente consultation vise à conclure un accord-cadre mono-attributaire pour chacun des lots en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre comporte des prestations traitées à prix unitaires exécutées au fur et à mesure, commandés selon les besoins, sur la base des prix indiqués dans l'offre financière du soumissionnaire retenu, et ce en application des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et seront exécutoires, même après l'arrivée à échéance de l'accord-cadre, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas 30 jours à compter de l'arrivée à échéance du présent accord-cadre.

1.3 Montant de l'accord-cadre

En application de l'article R2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum est fixé à cinq cent mille euros hors taxes (500.000) € pour une durée totale de quatre (4) ans (en cas de reconductions).

1.4 Décomposition en lots

Le présent marché est passé selon un appel d'offre ouvert en application des articles L2124-2, R2124-1, R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Les prestations se décomposent **en 2 lots distincts** de la manière suivante :

Lot 1 : fourniture et installation de mobilier fixe racks porte palettes, mi-lourd, léger, armoires, rayonnage porte bac européen et bac européen.

Lot 2 : fourniture et installation de rayonnage mobile haute densité.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ
--

Les pièces contractuelles du marché sont énumérées ci-après par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire original conservé par le MAD fait seule foi.

- **Pièces particulières :**

- L'acte d'engagement et son annexe 1 : l'offre de prix (les quantités indiquées dans l'annexe financière ne sont pas contractuelles) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le règlement de consultation (RC) ;
- L'offre technique du titulaire (mémoire technique).

- **Pièces générales**

- Le cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent aux prestations objet du présent marché, non joints et réputés connus par le titulaire ;
- Les normes françaises homologuées ou équivalentes européennes en vigueur sur toute la durée du marché, non jointes et réputées connues par le titulaire.

ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché débutera dès notification. Il est d'une durée d'un (1) an. Il pourra être renouvelé tacitement trois (3) fois par période d'un (1) an. La durée totale du marché ne pourra excéder quatre (4) ans.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas reconduire le marché. Il doit en informer le titulaire deux (2) mois avant la date anniversaire du marché.

La non-reconduction du marché ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

Le titulaire du marché a le devoir de signaler au représentant du MAD tout retard pris au cours de la réalisation des prestations. En cas de retard, le titulaire devra garantir un surcroît des moyens mis en œuvre, pour rattraper les retards. Si les retards pris ne permettent pas de respecter le planning initialement prévu, des pénalités de retard seront demandées jusqu'à la finalisation des ouvrages.

ARTICLE 4 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS
--

4.1 Définition des prestations

Les prestations sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire du présent marché est soumis à une obligation de conseil vis-à-vis du MAD dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

4.2 Contrôle et réception des prestations

4.2.1 Opérations de vérification

La vérification du bon déroulement des opérations s'effectuera au fur et à mesure de leur exécution.

De manière générale, le MAD procède aux opérations de vérification et réception des prestations ainsi qu'à l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

Les opérations de vérification ont pour objet de vérifier que le titulaire a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Lorsque le représentant du Pouvoir adjudicateur estime que, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, les prestations peuvent néanmoins être admises, il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Les dispositions des articles 28, 29 et 30 du CCAG sont applicables au présent marché.

4.2.2 Nettoyage de chantier

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des prestations dont il est chargé. Il a la charge de l'évacuation des déblais en tant que de besoin.

Le titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Dans le cas où le nettoyage régulier ne serait pas satisfaisant, un nettoyage sera exécuté par un tiers à la charge du titulaire et sera appliqué des pénalités indiquées dans le présent document.

4.2.3 Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra fournir à la fin du chantier un dossier des ouvrages effectués regroupant notes de calculs, plans, notices, fiches techniques, etc.

Le non-respect de cet article sera considéré comme constituant une réserve dans le cadre de la réception des prestations et elle ne pourra être prononcée avant que le Pouvoir adjudicateur soit en possession de l'ensemble de ces documents.

Tous les frais de relevé sur place, de dessin, de tirage et d'expédition seront à la charge du titulaire.

4.2.4 Présentations dispensées à l'exploitant

Le titulaire devra dispenser aux utilisateurs du Pouvoir adjudicateur des présentations deux (2) semaines avant la réception des prestations afin que les utilisateurs du Pouvoir adjudicateur soient en mesure de bien appréhender la prise en main des

équipements et installations spécifiques.

4.2.5 Délai de garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale de dix ans à compter de l'admission des prestations.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement du personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le Pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent. Aussi, dans le cas où le Pouvoir adjudicateur doit vider les rayonnages défectueux pour réparation. Le titulaire prendra à sa charge le vidage des rayonnages.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixée par décision du Pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

4.3 Délais

Les durées de la période d'établissement, de préparation et les délais de fabrication comme de montage et son point de départ sont fixés dans le CCTP n°2024_0016.

4.4 Obligation de confidentialité

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel à l'égard de toute personne pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours des prestations.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu du Pouvoir adjudicateur communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir le Pouvoir adjudicateur de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

4.5 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

4.6 Sous-traitance

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Les sous-traitants doivent être déclarés et acceptés préalablement par le MAD pour acceptation de chaque sous-traitant et de ses conditions de paiement, lors de la remise de l'offre ou en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, l'acceptation et l'agrément sont constatés dans une annexe à l'acte d'engagement mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
- La date (ou le mois) d'établissement des prix ;
- Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
- La déclaration du sous-traitant comportant ses capacités professionnelles et financières (formulaire DC2 ou document libre) ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics au titre des articles L2141-1 à L2141-6 et R2143-3 du Code de la commande publique ;
- L'attestation sur l'honneur (ou photocopie certifiée conforme à l'original par une personne habilitée à engager l'entreprise) attestant que le candidat a satisfait à ses obligations en matière d'impôts, taxes et cotisations sociales ;
- Le compte à créditer.

Le sous-traitant ne saurait être définitivement accepté qu'à la condition de produire les documents et pièces visés aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la

commande publique.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

En cours d'exécution du marché, en vue d'obtenir l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement, le titulaire adresse au Pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, un acte spécial dûment rempli, accompagné des documents suivants :

- La déclaration du sous-traitant comportant ses capacités professionnelles et financières (formulaire DC4 ou document libre) ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics au titre des articles L2141-1 à L2141-6 et R2143-3 du Code de la commande publique ;
- Les attestations fiscales et sociales, délivrées par les administrations et organismes compétents, faisant état d'une situation au 31 décembre de l'année précédente. Ces attestations devront être certifiées conformes par une personne habilitée à engager l'entreprise ;
- Les attestations d'assurances du sous-traitant en cours de validité ;
- Le compte à créditer.

En outre, le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article L2193-11 à L2193-12 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

4.7 Prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le Pouvoir adjudicateur pourra recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence en vue de la passation de marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans la limite du montant maximum indiqué ci-dessus au présent document

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU PRIX

5.1 Prix du marché

Le marché est traité à prix unitaire, tel qu'il figure dans le Bordereau des prix unitaires remise avec l'offre.

5.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres

frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution, l'installation, le service après-vente ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

5.3 Date d'établissement des prix dans les prix du marché

Les prix sont établis sur la base de conditions économiques connues au moment de la remise des offres.

5.4 Révision et actualisation des tarifs

Les prix sont fermes révisables annuellement à la date d'anniversaire du marché. La révision se fera sur la base de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \left(0,25 + 0,75 \left(\frac{S_1}{S_0} \right) \right)$$

Dans laquelle :

- P (1) est le prix révisé ;
- P (0) est le prix de l'année en cours
- Syntec (1) dernier indice publié à la date de révision
- Syntec (0) indice SYNTEC de référence en N-1 à la date de révision.

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d'une même année, que de 3 % maximum.

La révision s'opère à la hausse comme à la baisse. Pour cela, le Titulaire doit adresser un courrier au Pouvoir adjudicateur, minimum deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre avec les nouveaux tarifs

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

Le paiement des prestations interviendra après service fait.

6.1 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes aux prestations seront adressées de façon dématérialisée, au service financier du MAD, à l'adresse comptabilité.fournisseurs@madparis.fr.

Outre les mentions légales, les factures mentionneront :

- ✓ le nom et adresse du titulaire,
- ✓ le numéro du compte bancaire ou postal,
- ✓ le détail de la prestation réalisée,
- ✓ la date d'exécution des prestations,
- ✓ le montant HT des prestations exécutées,
- ✓ Le taux et le montant de la TVA,
- ✓ Le montant total des prestations exécutées.

Toute facture non conforme sera retournée et il ne sera pas tenu compte du retard apporté, de ce fait, pour son règlement.

Le MAD accepte ou rectifie la facture. Il la complète le cas échéant. Il arrête le montant à régler et si cette dernière est différente du montant figurant dans le marché, il la notifie ainsi arrêtée au titulaire.

6.2 Délai de paiement

Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement validé par le Pouvoir adjudicateur.

6.3 Modalités de paiement

Les règlements sont effectués par virement.

Le MAD se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement.

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d'exécution du marché, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement au service financier et fournir le RIB correspondant.

ARTICLE 7 – GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ

7.1 Interlocuteurs

Le titulaire du marché désigne dans son offre un interlocuteur dédié en charge du suivi et de l'exécution des prestations objet du marché.

Cet interlocuteur dédié devra notamment se rendre aux éventuelles convocations du MAD pour des réunions spécifiques liées à la revue des conditions d'exécution des prestations.

Dans le cas où l'interlocuteur dédié désigné par le titulaire ne serait plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire devra :

- En aviser sans délai le MAD ;
- Proposer un remplaçant dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date d'indisponibilité de l'interlocuteur dédié initial.

La proposition du titulaire est réputée acceptée si le MAD n'a pas refusé la proposition dans un délai de trente jours à compter de sa réception. L'éventuel refus du MAD sera notifiée par écrit au titulaire et motivé.

En cas de défaut de remplacement de l'interlocuteur dédié par le titulaire ou de propositions répétées de remplaçants non qualifié, le MAD pourra procéder à la résiliation du marché pour faute du titulaire.

Le MAD désigne comme interlocuteur principal **Florence Bertin** (florence.bertin@madparis.fr).

7.2 Modifications relatives aux attributaires

En cas de modification de sa dénomination sociale, les attributaires doivent impérativement, dans les plus brefs délais, en informer par écrit le Pouvoir adjudicateur et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cessions d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, les attributaires doivent impérativement en informer par écrit, dans les plus brefs délais, le Pouvoir adjudicateur.

Prenant acte de cette demande de transfert, le MAD procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. Un relevé d'identité bancaire (RIB) devra également être joint à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché en cours du nouvel attributaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, le MAD procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Dispositions générales

Les personnels du titulaire demeurent à tous les égards les salariés du titulaire.

Le titulaire est notamment responsable :

- Des problèmes d'horaires et d'effectifs
- Du respect de la législation du travail, notamment en ce qui concerne la durée du travail, les repos hebdomadaires, les heures supplémentaires, les congés annuels ou autres,
- Des déclarations d'accident de trajet ou de travail qui peuvent survenir à ses agents à l'occasion de la réalisation des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit prendre les mesures nécessaires en cas de grève ou perturbation des transports en commun afin que son personnel soit présent sur le site aux heures normales de prise de service.

Le titulaire a une **obligation de résultat** ; il s'engage à exécuter les prestations conformément aux règles de l'art, à la législation et à la réglementation en vigueur. Les produits, matériels et techniques utilisés doivent être adaptés à la spécificité des prestations demandées et être conformes à la législation actuelle sur la pollution, la sécurité et la prévention des incendies etc.

8.2 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

8.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

8.4 Liste nominative du personnel

Le titulaire devra fournir au MAD la liste nominative des employés et leur qualification dans les huit (8) jours ouvrés à dater de la notification du marché sous peine de pénalités prévues au présent CCAP. Cette liste sera tenue à jour mensuellement.

Il devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront éventuellement exigés pour la circulation de ce personnel dans certains locaux. En effet, le Pouvoir adjudicateur peut interdire l'accès des locaux au personnel au sujet duquel elle n'a pas les renseignements ci-dessus. Mais l'entreprise ne peut se prévaloir de cette interdiction pour justifier la non-exécution de la prestation.

Le MAD se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat au personnel ne faisant pas partie de la liste.

8.5 Comportement du personnel

Les agents du titulaire du marché doivent faire preuve en toutes circonstances d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis du MAD, de ses personnels et des tiers. Il est rappelé que le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelle que cause que ce soit.

Le titulaire s'engage à faire respecter par son personnel les consignes relatives au site du MAD et à interdire notamment :

- De pénétrer dans les locaux en état d'ivresse ou sous l'influence de drogues
- De provoquer du désordre d'une façon quelconque au sein des locaux ou à proximité des locaux

- De tenir des réunions
- De se faire aider dans l'exécution des prestations par une personne étrangère à l'entreprise titulaire ou non expressément désignée comme agent intervenant sur le site par l'entreprise titulaire
- De récupérer pour son compte ou celui de tiers, tout matériel document ou papier, même semblant avoir été laissé à l'abandon.

8.6 Formation du personnel

Le titulaire fournit les indications relatives aux actions de formation réalisée au cours du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre ce plan de formation pendant la durée du marché. Il pourra si nécessaire être actualisé pendant la durée du marché.

Un récapitulatif annuel des formations réalisées est transmis au MAD au début de chaque année d'exécution des prestations du marché.

L'ensemble des agents intervenant dans le cadre des prestations du marché doit avoir suivi les formations adéquates au poste occupées et les maintenir à jour de recyclage le cas échéant.

8.7 Accès aux locaux et équipements

Le titulaire accèdera aux locaux exclusivement en présence du personnel du Pouvoir adjudicateur aux horaires convenus d'un commun accord entre les Parties.

8.8 Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail non prévisible de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer des prestations minimales, indispensables au maintien de la sécurité.

Ce service minimal ne saurait durer plus d'une journée ouvrée. Si ce fait se répétait plus de trois fois par an, le MAD pourrait pratiquer alors une réfaction sur le montant de la dernière facture mensuelle.

8.9 Vidéoprotection des bâtiments

Le titulaire est informé que des images de son personnel, présent sur les lieux des prestations ou dans ses environs, pourront être enregistrées par le système de vidéo protection mis en place sur les lieux des prestations.

Les enregistrements sont conservés par le bailleur pour une durée inférieure ou égale à un mois, sauf procédure judiciaire en cours. Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Liberté » et au règlement (UE) 2016/679 européen sur la protection des données du 27 avril 2016, le personnel du titulaire pourra accéder aux enregistrements le concernant en s'adressant au Responsable de la sécurité/ Sureté des Arts Décoratifs.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile à l'égard des tiers, du MAD et des organismes où le titulaire est appelé à intervenir dans le cadre de leur marché, qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire remettra les attestations d'assurance dans les cinq (5) jours francs à compter de la demande du Pouvoir adjudicateur.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ceux-ci sont réputés la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE 10 – DROIT / LANGUE / MONNAIE

Les offres devront être rédigées en français.

Les correspondances relatives aux prestations sont rédigées en français.

Les inscriptions sur les emballages des prestations livrées sont en français.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les Tribunaux de Paris sont seuls compétents. La monnaie de la prestation est l'Euro.

ARTICLE 11 – PENALITÉS

Les pénalités définies ci-après sont cumulables. Les événements ou incidents générant les pénalités énumérées au présent article sont imputables au Titulaire, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire.

En cas de manquement contractuel, le titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de Service fait.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé HT ou des factures correspondant aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités est plafonné à 20 % du montant global du marché.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

11.1 Pénalité de retard sur le délai d'exécution des prestations

Les pénalités journalières de retard sur le délai d'exécution des prestations, sont, pour ce qui est notamment leur montant : 100 € par jour de retard.

11.2 Délais, pénalités et retenues pour remise des documents

Pour le retard de la fourniture des documents comme pour leurs mises à jour, le titulaire encourt une pénalité journalière arrêtée à la somme forfaitaire de 500 € HT.

11.3 Pénalités diverses

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à l'organisation générale du chantier. Nuisances diverses. Par jour en défaut ou par constat : 100 € HT.
- Retard dans le nettoyage du chantier au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'œuvre : Pénalité par jour de retard / par constat : 100 € HT.
- Retard ou absence non excusée à une réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité du titulaire, convoqué à ladite réunion : 100 € HT.
- Pénalités pour gêne du fonctionnement du site. Par infraction constatée : 500 € HT.
- Pénalités pour défaut de formation. Par jour en défaut : 100 € HT.

11.4 Pénalités pour mauvaise exécution ou refus de réception des prestations.

En cas de refus par le MAD de prestations non conformes, le titulaire pourra se voir opposer un rejet des prestations conformément au présent document. Dans cette hypothèse, les pénalités appliquées commenceront à compter du premier jour de la constatation des prestations non conformes suivant la même formule et les mêmes modalités que celles prévues aux documents contractuels.

Si les prestations non conformes sont acceptées par le MAD, une réfaction forfaitaire de 20% sur le montant hors taxe des prestations sera appliquée, sans mise en demeure préalable.

Il est entendu que toutes les pénalités décrites ci-dessus, dans le présent marché, sont cumulables entre elles.

Par ailleurs, le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution des prestations dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se

considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG FCS sont applicables.

En cas de résiliation anticipée le MAD pourra exiger du titulaire, aux frais de ce dernier :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution du marché ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage. En pareille hypothèse, le MAD en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

Compte tenu de la nature des prestations, objets du présent marché, qui ne peuvent souffrir d'aucun retard, le Pouvoir adjudicateur pourra, en cas d'inexécution de l'une quelconque des prestations à la charge du titulaire dans le cadre du présent marché, ou en cas de résiliation anticipée du marché aux torts du titulaire, faire procéder par un tiers à l'exécution de la ou des prestations concernées aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES

En vue de trouver ensemble une solution à tout litige qui surviendrait dans l'exécution du présent marché, les Parties conviennent de se réunir dans les quinze (15) jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, notifiée par l'une des deux Parties.

La présente procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les Parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Toutefois, si au terme d'un délai de trente (30) jours à compter du démarrage de la procédure de règlement amiable, les Parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur un compromis ou une solution, le litige serait alors soumis à la compétence juridictionnelle désignée ci- après.

Tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal judiciaire de Paris(*) exclusivement compétent, y compris en cas de pluralité de parties ou d'appel en garantie.

(*) Tribunal judiciaire de Paris, Parvis du Tribunal de Paris, 75 859 PARIS Cedex 17